

Russie : un 13^eme train de sanctions européennes avant le 24 février

Description

L'Union européenne se prépare à adopter un 13^eme paquet de sanctions qui pourrait toucher 55 entités et plus de 60 individus, impliqués dans la production d'armes et la fourniture de technologies et matériels électroniques utiles à l'industrie de défense russe. Les sanctions pourraient également toucher des compagnies maritimes qui ont assuré le transport et la logistique pour transférer vers la Russie des munitions en provenance de Corée du Nord.

Selon *Radio Free Europe*, l'UE pourrait notamment sanctionner des entreprises de pays (Chine, Inde, Kazakhstan, Serbie, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande et Turquie) qui contribuent à l'effort de guerre russe. En effet, l'effet des sanctions adoptées depuis à 2022 par l'UE et les Etats-Unis afin de réduire la capacité russe de reconstituer sa capacité militaire est amoindri par le contournement à l'uvre via certains pays bien identifiés qui acheminent des produits cruciaux pour le complexe militaro-industriel russe, comme les micro-processeurs.

Jusqu'à alors, les pays occidentaux se montraient prudents dans leur pression sur les pays de contournement, afin de ne pas se les aliéner. Mais, constatant que la capacité russe de production d'armements équipés, en particulier, de puces électroniques ne s'affaiblit pas, Bruxelles et Washington estiment d' ormais que la diplomatie ne suffit pas.

  ce stade, seules trois entreprises chinoises ont été sanctionnées dans des paquets précédents. Mais, en décembre dernier, lors d'un déplacement en Chine, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le président du Conseil européen Charles-Michel avaient averti le président chinois Xi Jinping de l'identification de 13 entreprises locales impliquées dans l'approvisionnement en biens à double usage d'entreprises russes. Toujours selon *RFE*, quatre entreprises chinoises seraient actuellement visées par des sanctions (Guangzhou Ausay Technology Co Limited, Shenzhen Biguang Trading Co. Limited, Yilufa Electronics Limited et RG Solutions Limited, basée à Hong Kong).

De même, l'entreprise serbe Conex Doo Beograd-Stari Grad pourrait être incluse dans ce futur paquet, auquel cas elle serait la première entreprise du pays à subir les sanctions européennes.

Le groupe kazakhstanais Elem, basé à Almaty, pourrait lui aussi être la première entité du Kazakhstan   figurer dans un train de sanctions (même si 2 entreprises locales ont été examinées lors des discussions autour du 12^eme paquet). Elem aurait adressé des centaines de pièces à double usage au revendeur d'électronique russe Strelo E-Kommerts (Saint-Pétersbourg), lui-même placé sous sanctions du Trésor américain depuis décembre à 2023 pour approvisionner l'outil militaire russe. Elem et le ministère kazakhstanais de l'Economie nationale affirment que le groupe n'entretient plus aucune relation commerciale avec des entités étrangères depuis mai à 2023. *RFE* souligne toutefois que le groupe, créé moins de trois semaines après l'invasion russe de l'Ukraine, a notamment pour fondateur Kirill Touliakov,

crÃ©ateur de Strela E-Kommerts.

De leur cÃ´tÃ©, la Pologne, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie demandent Ã ce qu'aucun nouveau contrat ne soit signÃ© avec l'entreprise nuclÃ©aire russe Rosatom, aucun investissement ne soit rÃ©alisÃ© dans le secteur nuclÃ©aire civil russe et aucune importation d'uranium enrichi en provenance de Russie.

Sources : RFE/RL, Euractiv, Reuters.

date crÃ©Ã©e

11/02/2024

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : CÃ©line Bayou